

## Résumés des interventions

Atelier virtuel – mercredi 30 avril 2025 à 8h30

### Comment créer un réseau d'étude sur les francophonies minoritaires entre le Canada et l'Europe ?

Véronique Lacoste (Université Lyon 2, France), Adeline Vasquez-Parra (Université Lyon 2, France), Céleste Fraiese D'Amato (ENS Lyon, France), Jim Walker (Université Lyon 2, France)

Cette communication propose d'explorer les possibilités de réseaux des francophonies minoritaires entre le Canada et l'Europe à travers une perspective comparative. Il mettra en lumière les spécificités et les dynamiques propres à des communautés telles que l'Acadie, l'Ontario francophone, les francophonies de l'Ouest canadien, le Val d'Aoste, l'Andorre et la Roumanie. L'objectif est de mettre en dialogue ces espaces pour mieux comprendre les enjeux linguistiques, politiques et culturels qu'ils partagent et les défis qu'ils rencontrent, tout en révélant leurs stratégies d'adaptation et de résilience. Notre perspective s'intéresse aux dynamiques qui sous-tendent les constructions identitaires, à savoir les processus de construction des identités locales (propres à chaque francophonie minoritaire, émergentes/renouvelées vis-à-vis de celles historiquement établies) mais aussi à la manière dont elles se différencient (ou pas) des identités plus globales de la francophonie telle qu'elle a été entendue jusqu'ici (vers une décolonisation du concept de la francophonie ?). Enfin, nous présenterons une cartographie préliminaire des réseaux transnationaux et locaux des francophonies entre l'Amérique du Nord et l'Union européenne.

### Analyse de manuels de langues étrangères et politiques linguistiques en contexte universitaire japonais : réflexions sur la francophonie et l'éducation plurilingue

Mayo Oyama (Université Métropolitaine d'Osaka, Japon) et Ghislain Mouton (Université Doshisha, Japon)

La francophonie est parfois peu visible et peu audible en Asie-Océanie (OIF, 2022), dans une région qui rassemble moins de 1% des francophones dans le monde et qui n'apparaît même pas sur les cartes du rapport de l'Organisation Internationale de la francophonie car le nombre d'apprenants de la région « ne représente que 0,08 % de l'ensemble » (ibid : 21) de la répartition mondiale des apprenants de français langue maternelle, seconde ou étrangère. C'est le cas également au Japon, où les politiques linguistiques concernant les langues étrangères relèvent uniquement de l'anglais, et où règne un « double monolinguisme » à la japonaise (Oyama, 2016). Cependant, une certaine forme de francophilie japonaise est reconnue sur l'archipel nippon depuis 1858 et la signature du traité d'amitié et de commerce franco-japonais. Ainsi, l'influence de la littérature, de la gastronomie ou de la mode française occupe une part privilégiée dans les représentations que se font les Japonais des étrangers. En outre, la diversité des thèmes liés à la francophonie abordés dans les congrès de la Société Japonaise de Didactique du Français (SJDF) de ces 15 dernières années laissent également transparaître un intérêt académique

significatif au sujet des problématiques plurilingues et pluriculturelles rencontrées dans l'enseignement du français langue étrangère (FLE) en contexte universitaire japonais. Dans cette présentation, en nous basant sur l'évolution des politiques linguistiques des universités japonaises, ainsi que sur nos résultats d'analyses de manuels de FLE publiés au Japon, nous proposerons des pistes de réflexion sur la nature de la relation francophilie/francophonie, ainsi que sur l'avenir de l'internationalisation des universités japonaises.

### **Le « Dictionnaire des francophones », ou comment naviguer dans un espace linguistique en mouvement**

Justine Souque (Université Lyon 3, France)

Nous vous présenterons pourquoi et comment le DDF est un outil numérique conçu pour valoriser les particularismes linguistiques des aires francophones à différentes échelles géographiques, que ce soit à l'intérieur d'une même région ou d'un territoire à un autre, à des milliers de kilomètres de distance. Cette approche géolinguistique polycentrique permet d'aborder la question de la langue française en prenant le contre-pied d'un modèle traditionnel d'une seule autorité linguistique académique normative. Nous vous expliciterons la ligne éditoriale, la charte graphique, les fonctionnalités et les supports de communication ou pédagogiques du DDF, afin de démontrer en quoi ces initiatives rejoignent l'ambition de valoriser les différents usages du français. Nous nous pencherons par exemple sur quelques particularismes, en nous attardant sur leur intégration et leur mise en page au sein du DDF. Notre présentation mettra en lumière la nature collaborative et évolutive du DDF, permettant aux utilisateurs du monde entier de contribuer à son enrichissement. Nous illustrerons comment cette approche participative a pour vocation de favoriser la diversité linguistique et culturelle au sein de la francophonie. Enfin, nous explorerons plus en détail les implications pédagogiques du DDF, en montrant comment il peut être utilisé comme un outil d'apprentissage innovant pour les étudiants de français langue étrangère (FLE), mais aussi pour l'enrichissement lexical du français comme langue natale. Ces utilisations dans des contextes académiques et professionnels nous invitent à discuter ensemble du rôle du DDF dans la promotion de la communication interculturelle et de la littératie numérique entre les francophones et francophiles.

### **La présidence Trump, la politique étrangère des États-Unis, et la guerre**

Julien Zarifian (Université de Poitiers, France)

La récente élection de Donald Trump, pour la seconde fois, à la présidence des États-Unis, a d'emblée généré les plus grandes inquiétudes au niveau international. D'une part, l'héritage de son premier mandat en matière de politique extérieure, aux accents unilatéralistes et de rejet des institutions et accords internationaux, étaient encore dans tous les esprits. D'autre part, sa campagne électorale laissait entrevoir une politique étrangère encore plus débridée, mais aussi agressive – notamment envers les voisins et alliés historiques des États-Unis –, ainsi qu'une grande ambiguïté s'agissant du dossier ukrainien et donc des volontés expansionnistes de la

Russie de Vladimir Poutine. Les premiers mois de cette nouvelle présidence Trump ont confirmé les craintes de beaucoup d'observateurs et acteurs internationaux : les tendances à l'œuvre à la Maison Blanche et au département d'État donnent à voir une politique internationale américaine brutale, décousue et transactionnelle, n'envisageant que des intérêts géopolitiques et économiques américains pensés dans leur sens le plus étroit et court-termiste, et déclinés au moyen de sorties hétéroclites du président et de ses proches. La surprise, pour beaucoup, est que ces excès de forme et de fond s'accompagnent d'un bellicisme nettement plus affirmé que lors du premier mandat de Donald Trump. Alors que, entre 2016 et 2020, la tendance était à la retenue, voire au recul, s'agissant de l'usage de la force, notamment du fait du coût de la guerre pour l'État, les premiers discours et actes de Trump 47 semblent indiquer un changement manifeste dans ce domaine. Propos belliqueux à l'égard du Canada et du Groenland, qu'il s'agirait, pour ce dernier, d'annexer « d'une manière ou d'une autre », option militaire envisagée pour prendre le contrôle du canal de Panama, menaces d'utiliser l'armée pour lutter contre l'immigration illégale à la frontière avec le Mexique, usage de la force armée contre les rebelles Houthis, mais aussi, plus symboliquement, fermeture brutale de l'agence d'aide humanitaire USAID et quasi démantèlement de l'Institut américain de la paix (« US Institute of Peace »), chargé de promouvoir la résolution et la prévention des conflits dans le monde : tout ceci, en vrac, donne à penser un rapport à l'usage de la force potentiellement très débridé. En tentant de décrypter la marge existante entre le discours du président américain et des se proches et les actions entreprises, cette communication se propose d'analyser et d'évaluer cet infléchissement manifeste de la nouvelle présidence américaine sur la question de l'usage de la force armée, et de tenter d'en comprendre les conséquences, déjà à l'œuvre et potentielles, sur la politique étrangère américaine et les relations internationales.

### **Atelier 1 en partenariat avec le CRÉAcT Observatoire Nord-Sud**

« Identités collectives et francophonies minoritaires : le Congrès mondial acadien : expérience festive et mémorielle »

(Responsable : Clint Bruce)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 10h30 à 12h au Pavillon des arts - 207

#### **L'expérience du CMA 2024 du point de vue des personnes participantes**

Clint Bruce et Sandrine Mounier (Université Sainte-Anne, Canada)

Dès sa première édition en 1994, le Congrès mondial acadien (CMA) ne cesse de susciter des débats. Une partie de l'intelligentsia acadienne questionne régulièrement la pertinence de l'événement pour les communautés francophones de la région Atlantique, ainsi que la conception de l'identité acadienne qu'il met en scène. Or, le point de vue des personnes participantes permet, croyons-nous à l'instar de plusieurs chercheuses et chercheurs, de nuancer ces discours parfois tranchés autour de cette importante manifestation culturelle. C'est dans cet esprit que nous avons mené une enquête sur l'expérience des personnes ayant pris part au septième CMA, tenu en 2024 dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Cette communication présentera un aperçu exploratoire des résultats d'un questionnaire ayant recueilli 263 réponses, en portant une attention particulière aux données sur l'image de l'Acadie véhiculée par le CMA. Nous nous intéressons notamment aux perceptions de l'ouverture et de l'inclusivité de ce grand événement parfois soupçonné de favoriser une conception traditionnelle de l'Acadie, centrée sur la mémoire historique et la filiation généalogique. Nos premiers résultats montrent plutôt que les perceptions sont sujettes à des interprétations variées selon le profil et les attentes des personnes répondantes. En examinant ces regards croisés, cette étude contribue à une compréhension plus fine du CMA en tant qu'espace de reproduction identitaire, où se rejouent continuellement des tensions entre représentations collectives, mémoire historique et enjeux actuels d'inclusion.

#### **Étude des effets psychologiques du CMA 2024 sur les personnes participantes**

Kristel Mayrand (Université Sainte-Anne, Canada)

Le Congrès mondial acadien (CMA) 2024 a rassemblé la diaspora acadienne des quatre coins du monde durant neuf jours de célébrations, de découvertes et de retrouvailles. Des milliers de personnes ont pris d'assaut le Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse pour exprimer leur fierté d'être acadienne et acadien, et échanger sur la culture acadienne. Plus de 200 activités ont été organisées afin de représenter une culture unique, immensément riche et diversifiée. Alors que les retombées économiques des derniers CMA ont été documentées, très peu d'études ont examiné les effets de cet événement sur les personnes y ayant assisté. L'objectif de la présente étude était d'explorer les effets du CMA 2024 sur l'identité acadienne, l'appartenance à la communauté acadienne, l'importance de l'engagement communautaire, l'insécurité linguistique, le bien-être et la détresse psychologique chez les personnes participantes. Soixante-quinze personnes ont répondu à un questionnaire en ligne avant le CMA et après l'événement. Les résultats ont révélé une augmentation significative du désir de maintenir la culture acadienne, de l'appartenance à la communauté acadienne, de l'importance de l'engagement communautaire et

du bien-être, et une diminution significative de l'insécurité linguistique et de la détresse psychologique, après le CMA. Ces résultats appuient la tenue d'un CMA tous les cinq ans en raison des nombreux bénéfices sur les personnes participantes, notamment en ce qui concerne la détresse psychologique, qui touche 1 personne sur 5 au Canada.

### **Plongée analytique dans les réunions de familles du Congrès mondial acadien 2024**

Tommy Berger (Université de Moncton, Canada) Laurence Arrighi (Université de Moncton, Canada) et Éric Forgues (ICRML, Canada)

Cette présentation porte sur les réunions des familles acadiennes qui ont été organisées dans le cadre du Congrès mondial acadien de 2024 en Nouvelle-Écosse. Ces réunions constituent une composante importante du CMA depuis sa première édition en 1994. L'analyse vise à mieux comprendre les activités qui s'y déroulent, l'intérêt et la motivation des personnes qui y participent et leurs expériences vécues.

### **Représentations généalogiques et inclusives de l'Acadie : une analyse intersectionnelle de l'expérience des femmes de 45 ans et moins au CMA 2024**

Sandrine Mounier (Université Sainte-Anne, Canada)

Les femmes ont traditionnellement occupé un rôle central dans la reproduction des identités ethnoculturelles, notamment en Acadie. Aujourd'hui, dans le cadre du Congrès mondial acadien 2024 (CMA), comment vivent-elles les représentations parfois concurrentes d'une Acadie généalogique, ancrée dans la mémoire des origines ancestrales, et d'une Acadie inclusive, tournée vers la reconnaissance et la valorisation de la diversité ? Alors que le CMA repose depuis 30 ans sur un modèle de rassemblement autour des filiations acadiennes, il doit désormais composer avec la pluralisation des origines, la diversité des identités de genre et les revendications d'inclusion particulièrement portées par les jeunes générations. Cette communication présente les résultats préliminaires d'une étude qualitative menée auprès de 24 femmes francophones de 45 ans et moins ayant participé au CMA 2024. Parmi elles : 2 personnes non binaires, 6 jeunes de moins de 25 ans, 12 mères, 11 d'origine acadienne, 11 immigrantes et 8 issues des minorités visibles. Mobilisant une approche intersectionnelle, cette recherche interroge leurs perceptions de la place accordée à la généalogie, à la diversité et à l'inclusion dans les activités du CMA. Comment, dans leur expérience du CMA et dans leur quotidien, perçoivent-elles ces représentations parfois en tension entre mémoire des origines et reconnaissance des multiples façons d'être francophones et acadiennes ? Comment se situent-elles dans ces représentations ? Et quelles sont leurs aspirations pour une Acadie et une francophonie d'Amérique du Nord à la fois fières du maintien de leurs liens généalogiques et inclusives aux réalités contemporaines ? En répondant à ces questions, cette étude vise à nourrir une réflexion sur la manière d'articuler représentations généalogiques des identités ethnoculturelles et enjeux d'inclusion, notamment en vue d'orienter la programmation des futurs CMA et autres grands événements culturels.

## **Atelier 2 : HEP (administration publique- gestion des services de santé)**

Évolution et innovation dans le secteur public au profit des populations francophones du Canada Atlantique

(Responsable : Christine C. Paulin)

Jeudi 1er mai 2025 de 10h30 à 12h au Pavillon des arts - 227

### **Une vieille idée nouvelle : la semaine de 04 jours**

Arnaud Scaillez (Université de Moncton, Canada)

Assez médiatisée et présente dans certains programmes politiques à l'approche d'échéances électorales, la semaine de 04 jours est peu étudiée encore par la communauté scientifique. La semaine de travail de 04 jours au lieu de 05 a été popularisée dans les années 70, mais a de nouveau fait parler d'elle pendant la pandémie (Covid-19) en tant que forme de flexibilité du travail suffisamment fiable pour venir en aide aux employeurs au cours de cette période. Simple effet de mode, vœu pieu, fausse promesse ou nouvelle forme d'organisation du travail et avancée sociale, la semaine de travail de 04 jours fait débat au sein des employeurs comme dans les parties politiques de nombreux pays. Notre présentation aurait pour effet de dresser un état des lieux de la recherche et des avancées en termes d'aménagement et de réduction du temps de travail en lien avec la semaine de 04 jours au Canada, dans les provinces Maritimes et dans le monde.

### **Le développement inégal du programme national de garderies dans les provinces canadiennes : une comparaison entre les provinces de l'Atlantique**

Anne Lachance (Université de Moncton, Canada)

Les comparaisons menées par l'OCDE et l'UNICEF montrent que le Canada a un système d'éducation plus performant et équitable que la moyenne des pays développés au primaire et au secondaire (UNICEF 2015; OCDE 2021). Cependant, les résultats sont moins bons au préscolaire, où le pays se classait au 22e rang en 2015 pour l'accès aux programmes éducatifs des enfants de cinq ans et moins (UNICEF 2015). Depuis 2021, le gouvernement fédéral a signé des ententes avec les dix provinces sur la création de systèmes de garderies financées publiquement. Ces garderies améliorent l'accès à l'éducation préscolaire. Toutefois, force est de constater que le développement de ces systèmes se fait de façon inégale. La disparité d'accès est frappante dans les provinces de l'Atlantique. À Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse, seulement un quart des enfants de 0 à 5 ans avaient accès à une place en garderie à temps plein en 2023. Au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard, il s'agissait de plus de 40% (Child care Resources and Research Unit, 2023). Cette communication vise à comprendre les facteurs qui expliquent les différences entre les provinces maritimes dans l'accès à l'éducation préscolaire. Elle prend la forme d'études de cas, dans lesquelles l'autrice retrace le processus de développement des politiques d'éducation préscolaire dans les provinces maritimes. Elle explique que les différences sont le résultat de choix différents faits par les provinces, notamment au niveau de la rémunération des éducateurs et éducatrices.

Les données analysées dans cette communication sont tirées de la recherche documentaire et d'entretiens semi-dirigés.

### **La démocratie délibérative en contexte de rapports linguistiques complexes : un état des lieux**

Christine C. Paulin (Université de Moncton, Canada)

Notre communication propose un bilan des principaux constats de recherche cumulés au cours des 15 dernières années et portant sur la thématique de la démocratie délibérative en contexte de rapports linguistiques complexes. Bien qu'il existe plusieurs spécificités aux diverses études de cas à l'étude, dont les outils de participation publique (dialogue public, budget participatif, plateforme numérique, etc.), les instigateurs de ces exercices (organismes communautaires, gouvernement municipal, gouvernement provincial) ainsi que les enjeux publics abordés (politique familiale, pauvreté, santé, divers projets municipaux, élaboration plan stratégique communautaire, etc.), il est possible de constater qu'il existe au moins une convergence commune à toutes ces études de cas : la dimension linguistique. En effet, nous constatons que la variable linguistique influence à la fois la conception des instruments de démocratie délibérative, de même que les politiques publiques qui en découlent. Les effets étant nombreux et variés, il est non seulement question de présenter une synthèse de ces résultats, nous proposons également l'esquisse d'un agenda de recherche qui nous permettra d'explorer au cours des prochaines années les (nombreuses!) questions qui se sont accumulées au cours de la dernière décennie et qui demeurent toujours à ce jour sans réponses.

### Atelier 3 : Table ronde en partenariat avec la Caravane des arts

La Caravane des arts comme stratégie de rayonnement des arts dans la francophonie des provinces Maritimes

(Responsable : André Bourgeois)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 10h30 à 12h au Pavillon des arts- 214

**Monique Richard** (Université de Moncton, Canada), **Jennifer Belanger** (Université de Moncton, Canada), **Mathieu Chouinard** (Université de Moncton, Canada), **Katia Talbot** (Université de Moncton, Canada), **André Bourgeois** (Université de Moncton, Canada)

La Caravane des arts est la nouvelle stratégie de rayonnement des arts dans les communautés francophones et francophiles des provinces maritimes. Les départements d'arts visuels, d'arts dramatiques et de musique, unis par une vision, mettent en commun leurs ressources, leurs perspectives et leurs expertises pour proposer au milieu scolaire une programmation intégrée d'activités de création marquantes et engageantes. L'approche interdisciplinaire décloisonnée et participative novatrice de la Caravane des arts multiplie les occasions où des élèves d'âge scolaire pourront vivre de nouvelles expériences de création artistique significatives et transformatives. Opérant dans un écosystème culturel et artistique dense aux visions contingentes, les départements artistiques se mobilisent pour réussir à se démarquer comme d'importants passeurs culturels et catalyseurs de créativité dans le transfert de connaissances et de compétences en lien avec les arts. La table ronde proposée donnera parole aux représentants des départements impliqués et sera animée par le coordonnateur de la Caravane des arts. Chacun pourra témoigner des défis que ces efforts de rayonnement cherchent à soulager, des outils et stratégies qui ont été mis en œuvre depuis le lancement du projet et des résultats espérés dans les prochaines années. Il sera notamment question de l'adoption d'un cadre de collaboration interdépartementale et de la création d'un comité de développement interdisciplinaire. Surtout, il sera question d'une programmation scolaire où l'art n'est pas une fin en soi, mais plutôt une prise de parole où, par le biais d'expériences de création significatives et transformatives, la relève francophone est mieux habilitée à trouver sa voix/voie dans le monde et à s'engager de façon concrète dans une aventure artistique qui durera toute la vie! Ne se limitant pas à l'art, les activités proposées promeuvent aussi la construction identitaire, le sentiment d'appartenance, la confiance et le bien-être, tous des enjeux prioritaires dans nos écoles et dans notre société.

#### Atelier 4 : Table ronde en partenariat avec la SNA

Francophonies en dialogue : rôles et influences dans l'interface franco-canadienne et internationale

(Responsable : Valérie Levesque)

Jeudi 1er mai 2025 de 10h30 à 12h au Carrefour international des études acadiennes –  
Bibliothèque Champlain

**Animateur : Martin Théberge (Société Nationale de l'Acadie, Canada)**

**Ali Chaisson** (Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, Canada), **Allister Surette** (Sénat du Canada), **Michel Robitaille** (Centre de la Francophonie des Amériques, Canada), **Liane Roy** (Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, Canada), **Daniel Allain** (Ancien élu provincial du Nouveau-Brunswick, Canada)

Alors que la Francophonie internationale se transforme et se diversifie, quel rôle joue la francophonie d'ici – notamment l'Acadie – dans ce vaste espace de dialogue, de coopération et d'influence ? Cette table ronde propose une réflexion collective sur la place des institutions et des acteurs francophones du Canada atlantique dans l'interface franco-canadienne et internationale. Ensemble, les panélistes échangeront sur leurs rôles respectifs, leurs stratégies de rayonnement, et les retombées concrètes de leur engagement envers la Francophonie – qu'elles soient politiques, économiques ou sociales. Ce sera également l'occasion de réfléchir à une question centrale : pourquoi l'Acadie exerce-t-elle une telle influence dans l'espace francophone mondial ? À travers cette conversation, nous explorerons comment le peuple acadien et francophone contribue activement aux grands débats de la Francophonie et nous chercherons à mieux comprendre les forces vives qui propulsent l'Acadie au cœur des grands débats de la Francophonie, bien au-delà de la sphère artistique, en soulignant notamment son impact économique, son leadership politique et la reconnaissance croissante qu'elle reçoit à l'international.

### Atelier 5 en partenariat avec le CRÉAcT Observatoire Nord-Sud

Identités collectives et francophonies minoritaires : le Congrès mondial acadien. Retombées du CMA en francophonie minoritaire

(Responsable : Clint Bruce)

Judi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 13h à 14h15 au Carrefour international des études acadiennes –  
Bibliothèque Champlain

### Enjeux sociaux et linguistiques de la couverture médiatique du CMA 2024

Laurence Arrighi (Université de Moncton, Canada), Tommy Berger (Université de Moncton, Canada), Émilie Urbain (Université Carleton, Canada) et Chantal White (Université Sainte-Anne, Canada)

De quelle couverture le Congrès mondial acadien 2024, qui s'est tenu dans la région de Clare au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, a-t-il bénéficié dans les médias ? C'est à cette question que notre équipe de quatre sociolinguistes se propose de répondre, en nous en tenant pour cette communication à la presse écrite des trois provinces maritimes qui ont déjà hébergé le Congrès. Les médias retenus sont le quotidien L'Acadie Nouvelle (pour le Nouveau-Brunswick) et les hebdomadaires Le Courrier de la Nouvelle-Écosse et la Voix Acadienne (pour l'Île-du-Prince-Édouard). Nos analyses couvrent la période du 1er janvier 2024 au 31 août 2024, incluant ainsi les mois qui précèdent l'évènement et les semaines qui le suivent directement. La récolte des données a été menée à bien grâce au concours de la base de données Eureka : nous avons dans un premier temps retenu tous les articles contenant les locutions clés « Congrès mondial » ou « Congrès mondial acadien », puis nous avons constitué notre corpus d'analyse (175 articles au total) selon la pertinence des documents recueillis. Après avoir donné un aperçu des principales thématiques abordées dans les journaux, nous présenterons à l'aide d'extraits les trois thématiques majeures qui s'en dégagent (les défis reliés au contexte régional, les retombées espérées aux vues des précédentes éditions du CMA ainsi que la polémique autour de la décision temporaire de Radio-Canada de ne pas diffuser le spectacle du 15 août). Nos analyses permettent de dégager à la fois des points de convergence, mais aussi de nettes différences dans le traitement médiatique du 7e CMA selon chaque journal, et donc selon la province, mais aussi selon le type de média (quotidien versus hebdomadaire).

### Mesurer les impacts économiques du CMA : démarches

Stéphanie Maillet (économiste principale, Stemma Analytics, Canada)

Le focus de cette analyse est d'estimer les impacts économiques du Congrès mondial acadien sur les régions de Clare et Argyle, non seulement pendant l'évènement, mais aussi pendant les préparatifs de l'évènement et à long terme. Il n'est pas surprenant qu'un évènement de l'envergure du Congrès mondial acadien rassemble des milliers de gens dans les régions hôtes. Pour une région hôte cela signifie des contributions et investissements importants afin d'être capable d'accueillir cet influx de visiteurs. Il nous est donc important de mesurer les retombées économiques que nous apportent ces contributions, ainsi que celles des visiteurs qui sont venus dans la région pour le Congrès.

## Pourquoi les personnes ne participent pas au CMA ?

Roger Gervais et Khadija Gaha (Université Sainte-Anne)

L'objectif de cette recherche est de mieux comprendre l'engagement des Acadiennes et des Acadiens envers le CMA 2024. Nous cherchons, plus particulièrement, à comprendre pourquoi des personnes décident de ne pas participer à ce festival, et ce, afin de combler un manque d'information dans la littérature. Nous présenterons nos données préliminaires, le résultat d'entrevues semi-dirigées faites auprès d'Acadiennes et d'Acadiens de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Nous comparerons nos résultats à ceux provenant du sondage sur L'expérience du Congrès mondial acadien 2024. Cela nous permettra de mieux comprendre ce qui pourrait contribuer à une plus grande participation à des événements majeurs, tels que le Congrès mondial acadien. De plus, cela aidera les instances organisatrices à mieux répondre aux attentes du public et adapter leur offre pour les années futures.

## Les grandes consultations de l'Acadie

Martin Théberge et Valérie Levesque (SNA, Canada)

Dans le cadre du Congrès mondial acadien 2024, de grandes consultations ont été menées afin de mieux comprendre les enjeux et aspirations du peuple acadien dans toute sa diaspora. Ces consultations ont mobilisé la communauté scientifique, la population générale et les organismes de la société civile acadienne. Cette intervention revisitera les résultats de ces consultations, en mettant en lumière les grandes tendances qui en émergent, les pistes de solution envisagées et l'importance de la concertation pour assurer la vitalité de la francophonie acadienne.

**Atelier 6 : Table ronde avec l'équipe du projet *Témoins d'une époque charnière***

Témoins d'une époque charnière : comprendre les transformations des francophonies canadiennes pendant l'après-guerre par l'histoire orale

(responsable : Joël Belliveau)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 13h à 14h15 au Pavillon des arts – 206

**Stéphanie St-Pierre** (Université Sainte-Anne, Canada), **Valérie Lapointe-Gagnon** (Université de l'Alberta, Canada), **Joël Belliveau** (Université de Moncton, Canada), **Mario Paris** (Université de Moncton, Canada)

Les activités proposées ici serviront de lancement à un projet d'histoire orale intitulé provisoirement *Témoins d'une époque charnière*, mené par des spécialistes de l'histoire contemporaine des Francophonies canadiennes en situation minoritaire de toutes les régions du pays. Le projet visera à approfondir nos connaissances de l'histoire de ces communautés pendant les années de l'Après-guerre et des décennies 1960 et 1970. Cette période, qui a vu des changements radicaux partout en Occident, provoqua des mutations culturelles encore plus rapides au sein des francophonies canadiennes, dont les identités et sensibilités actuelles ont été forgées à cette époque. Or, si nous connaissons assez bien l'histoire institutionnelle et politique de ces communautés pendant la période, il est grand temps de récolter les souvenirs des témoins, avant qu'il ne soit trop tard, afin de documenter comment ces changements ont été vécus par des gens de tous les horizons, ainsi que les informations non consignées à l'écrit (anecdotes savoureuses, versions officieuses, mentalités changeantes, etc.). Les enquêtes orales qui ont déjà été faites sur ces communautés qui sont les nôtres étaient de nature ethnologique, et visaient à comprendre les traditions anciennes en voie de disparition. Ici, c'est plutôt documenter le changement qui sera l'objectif. Le groupe organisera aussi une table ronde grand-public qui servira de lancement au projet. Pendant cette table ronde des participants au projet (a) exposeront les caractéristiques de l'histoire orale ; (b) partageront leurs expériences avec cette pratique ; (c) réfléchiront aux potentialités de cette approche en ce qui a trait aux francophonies canadiennes et (d) divulgueront la nature des capsules médiatiques et des textes scientifiques qui seront produits.

## Atelier 7

Francophonie et mobilité

(Responsable : Christophe Traisnel)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 13h à 14h15 au Pavillon des arts - 227

### La "Nouvelle vague" française à Montréal vue à travers quelques commerces

Chedly Belkhodja, Lynn Fattal (Université Concordia)

Depuis le début des années 2000, l'immigration française vers le Québec, surtout à Montréal, connaît une forte augmentation. Dans cette communication nous présentons une particularité de la « nouvelle vague » française à Montréal, soit l'ouverture de nouveaux commerces des ressortissant·es français·es. À travers des entreprises comme Snatch (restaurant de tacos français) ou Top Discount (épicerie spécialisée en produits français) et Double mention et Saucisson (bistro français), nous explorons leur impact économique et socioculturel sur la vie montréalaise. Cette facette de l'immigration française au Québec illustre comment ces mobilités transforment les paysages urbains et culturels tout en reflétant des aspirations à une qualité de vie différente. En parallèle, cette dynamique pose également des questions sur l'évolution de Montréal comme foyer de l'immigration française, particulièrement le Plateau Mont-Royal.

### Les déplacements des écrivains et l'élargissement du champ littéraire francophones

Adelaide Russo (Louisiana State University, États-Unis d'Amérique)

Dans la période entre 1900 et 1940 Paris était le centre des activités de l'avant-garde littéraire. Des auteurs comme Tristan Tzara, originaire de Roumanie, ou des artistes comme l'autrichien peintre et photographe Raoul Hausmann, qui s'est déplacé de Berlin à Zurich via Prague, et s'est installé éventuellement à Limoges, ont apporté les principes et les méthodes du mouvement Dada, tout en adoptant la langue française comme leur moyen de communication. Par la suite, les pratiques dada ont influencé le mouvement surréaliste. Un nombre considérable d'écrivains sont venus à Paris de l'Amérique Latine, de partout en Europe, de l'Afrique et des Antilles afin de fréquenter les créateurs surréalistes en utilisant la langue française comme moyen de communication et ensuite ont exporté leur pensée et leurs pratiques dans leurs pays d'origine, par exemple René Ménil, co-fondateur de la revue *Légitime Défense* et co-fondateur avec Aimée et Suzanne Césaire de la revue, *Tropiques*. La deuxième guerre mondiale a eu également une influence sur la circulation des auteurs. Dans son voyage d'exil vers les États-Unis, André Breton serait forcé de faire escale à la Martinique, un séjour qui est à la source de son essai, *Martinique, Charmeuse de serpents* (1948), volume qui a attiré l'attention du public en France à la spécificité de l'île. Il a eu une grande influence sur des penseurs comme Édouard Glissant. En 2024, le prix Goncourt de poésie a été discerné au poète haïtien Louis-Philippe Dalembert. Dans cette contribution au colloque, je vais tracer l'importance de ces déplacements et étudier comment au vingt-et-unième siècle, les institutions en France comme l'Académie Goncourt et l'Académie Française (Assia Djebar, Dany Laferrière) ont élargi leur définition de ceux et celles qui méritent d'être loués par ces institutions qui incarnent les valeurs attribuées à la langue française.

## **Le(s) rapport(s) à la francophonie des personnes juives orthodoxes : regard croisé sur des communautés en France et au Canada**

Frédéric Strack (Postdoctorant à l'Université de Sherbrooke, Canada)

Cette présentation propose une comparaison entre deux études portant sur la gouvernance publique du religieux à partir du cas des personnes juives orthodoxes menées en France et au Canada. Leur angle n'est certes pas le même : la première étudie les possibilités de pratique du judaïsme orthodoxe, l'autre, les initiatives locales de vivre-ensemble à destination des personnes juives hassidiques. Et pourtant, elles peuvent nourrir une lecture comparée relative au rapport à la francophonie, observé à partir de deux items : la maîtrise du français et la mobilité dans l'espace francophone. En France, ce rapport est plus dense, du fait de son cadre linguistique et démographique : l'unilinguisme et la taille de la population juive orthodoxe maintiennent un certain lien avec la francophonie. Au Canada, ce rapport est plus relâché, pour les raisons inverses : la présence de l'anglais et la proximité avec les communautés orthodoxes new-yorkaises éloignent de la francophonie. Toutefois, dans les deux cas, ce rapport est instrumental : la défense d'une identité collective religieuse spécifique l'emporte sur toute autre considération. D'ailleurs, le maintien d'une conscience orthodoxe, même dans le cas d'acteurs orthodoxes français, invite à s'investir dans des réseaux transnationaux où la francophonie n'est pas vue comme un cadre de pensée pertinent.

## **Acadie, terre d'accueil. Itérations nouvelles d'Évangéline**

Corina Crainic (Institut des études acadiennes, Canada)

Les Foley (2019) d'Annie-Claude Thériault met en scène l'immigration vers l'Acadie d'une famille irlandaise qui fuit la famine et le désespoir. L'œuvre établit un dialogue fécond avec Mille Plateaux (Deleuze et Guattari [1980]), A Tale of Acadia de Longfellow (Longfellow, [1847] 1935), sa version française de Pamphile Le May (Longfellow, [1847] 1870), Walden ou La vie dans les bois d'Henry David Thoreau (Thoreau, [1854] 1990) et surtout Évangéline : contes d'Amérique (Thériault, 2005). Ce dialogue permet de modifier les motifs de la rupture, du déplacement forcé et de la perte de sens, caractéristique chez Joseph Yvon Thériault de l'américanité (Thériault, 2005 : 120). L'Acadie y apparaît alors comme une terre d'accueil, où les personnages féminins créent un univers qui protège, console et offre de nouvelles perspectives. Nous proposons ainsi d'analyser quelques facettes de cet univers acadien singulier, décrit dans une œuvre publiée au Québec et innervé par un métissage inusité.

### Atelier 8 en partenariat avec le CRLA

Tu parles! Le français en Acadie dans tous ses états 1

(Responsable : Isabelle Violette)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 14h15 à 15h30 au Carrefour international des études acadiennes –  
Bibliothèque Champlain

#### Le corps comme performance artistico-politique en Acadie

Isabelle LeBlanc (Université de Moncton, Canada)

Depuis 2017, Xénia, un·e artiste queer, a floué les frontières entre sa vie et son art de sorte à faire de la représentation qu'il donnait d'iel-même et de son discours sur la langue une performance artistico-politique qui s'inscrit dans la durée et qui se caractérise par un processus dynamique de « désidentification » tant individuelle que collective. Je m'intéresse à comment ce processus transforme les discours sur l'acadianité à travers une nouvelle voix/voie qui ne fige pas l'artiste dans une identité préexistante. Mobilisant un corpus d'entretiens et de presse, je montre comment la performance de Xénia permet d'envisager une identité linguistique queer francophone incarnée au sein de l'espace citoyen.

#### Vox Acadien : l'intégration de paroles acadiennes dans la création musicale

Jason Noble (Université de Moncton, Canada)

Cette communication a pour objectif de présenter un projet de collaboration interdisciplinaire en recherche-crédation qui réunit la musique et la linguistique. Il s'agit d'un projet dirigé par Jason Noble, professeur de composition de l'Université de Moncton, dont la démarche consiste à puiser l'inspiration pour la création musicale contemporaine dans les paroles d'Acadiens et d'Acadiennes d'aujourd'hui. Les paroles en question sont tirées d'entretiens individuels réalisés par une équipe de sociolinguistes du CRLA. Il s'agit de sélectionner certains échantillons de ces entretiens, de les analyser pour leurs propriétés musicales dont la hauteur, le rythme, et le timbre de la voix, et de les utiliser comme matériau à des fins de composition. La première pièce qui provient de ce projet s'intitule Vox Acadien et sera donnée à entendre au cours de l'exposé. Elle a été composée pour le batteur et étudiant finissant au Département de musique Luc Poirier qui l'interprétera pour son récital final. Les entretiens servent également à enrichir la banque de corpus oraux pour la recherche linguistique du CRLA.

#### Des jeunes Right fiers : un acte d'agentivité en réponse à des discours historiques sur le mélange des langues

Natalie Melanson Breau (Université de Moncton, Canada)

Cette communication se penche sur le slogan controversé Right fiers, choisi pour les Jeux de la francophonie canadienne à Moncton-Dieppe. En procédant à une analyse des discours sources et à des entretiens semi-dirigés avec 20 jeunes participants, je montre comment le choix du slogan a été un acte d'agentivité conscient de la part de la jeunesse, conçu pour agir sur le monde et

permettre aux jeunes de se définir eux-mêmes, voire de sortir d'une situation d'infériorité (Butler 2004, 2005). Ces résultats marquent une évolution dans les idéologies sur le mélange des langues, tout comme dans les attitudes de la part de et par rapport à la jeunesse acadienne et franco-canadienne.

**Atelier 9 : Table ronde en partenariat avec le CRÉAcT Observatoire Nord-Sud**

Un Congrès mondial acadien réussi ... selon quels critères?

(Responsable : Clint Bruce)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 14h15 à 15h30 au Pavillon des arts – 206

**Gwen LeBlanc** (CDÉNÉ, Canada), **Nicolas Jean** (Société de presse acadienne, Canada), **Paul Richard** (Association des Richard du Nouveau-Brunswick, Canada), **Natalie Robichaud** (Société acadienne de Clare, Canada)

Alors que les congrès mondiaux acadiens attirent un public nombreux tout en mobilisant d'importantes ressources, les retombées pour les régions hôtes ne font pas toujours l'unanimité. Ces rassemblements arrivent-ils à renforcer la vitalité communautaire ? À susciter davantage d'implication au sein de la société civile ? À insuffler de l'engagement en faveur de la langue française ? À bâtir des ponts entre les régions de l'Acadie de l'Atlantique et de la diaspora acadienne, voire avec la francophonie internationale ? À générer des retombées économiques durables ? Cette discussion réunira des représentant·e·s d'organismes et associations de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ayant participé au deux derniers CMA (2019 et 2024) afin de discuter librement de ces enjeux, sous différents angles. Cette table ronde s'inscrit dans la journée d'étude dans le cadre du projet de recherche : « Vers l'Acadie de l'avenir ? Enjeux et espoirs autour du Congrès mondial acadien ».

### **Atelier 10 en partenariat avec l'ICRML**

« Mobilité, engagement et identité chez les jeunes de la francophonie canadienne »

(Responsable : Anne Robineau)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 14h15 à 15h30 au Pavillon des arts - 227

#### **Portrait de la jeunesse : quelques données statistiques**

Josée Guignard Noël (ICRML, Canada)

L'objectif de cette première présentation de l'atelier sur la mobilité, l'engagement et l'identité chez les jeunes de la francophonie canadienne est d'introduire les participantes et participants au colloque en leur présentant des tendances générales et des données sur les jeunes des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) au Canada hors Québec. Ce portrait s'appuiera essentiellement sur les données du recensement de Statistique Canada. Des données plus générales seront présentées, telles que l'évolution du bilinguisme chez les jeunes, leur langue maternelle et la langue parlée à la maison. L'immigration joue aussi un rôle important dans la francophonie canadienne, il est donc important de fournir également des données sociodémographiques pertinentes à ce sujet. Par ailleurs, nous présenterons des données sur la mobilité des jeunes pour compléter ce portrait sociodémographique.

#### **Les jeunes et l'engagement social et communautaire dans le réseau jeunesse**

Anne Robineau (ICRML, Canada)

Cette intervention présente une analyse de l'engagement social et communautaire chez les jeunes en s'appuyant sur les résultats d'une étude qualitative et quantitative menée en 2020 et 2021 auprès de personnes qui ont été impliquées dans le réseau de la Fédération de la jeunesse canadienne-française. Après avoir discuté des concepts d'engagement social chez les jeunes et de tiers-lieux d'éducation citoyenne, l'écosystème de la francophonie canadienne et du réseau jeunesse sont brièvement décrits avant d'aborder les concepts de gouvernance et d'engagement communautaires. L'analyse descriptive montre les différents aspects de l'éveil aux valeurs démocratiques et citoyennes et d'engagement communautaire qui caractérisent l'implication des jeunes dans le réseau jeunesse de la francophonie canadienne.

#### **Reflét identitaire dans les médias**

Sylvain St-Onge (ICRML, Canada)

Avec l'omniprésence du numérique dans la vie quotidienne des jeunes, l'utilisation d'Internet et des médias sociaux est devenue synonymes d'exposition sur la place de l'anglais dans la socialisation langagière des jeunes adultes des communautés francophones en situation minoritaire. Les résultats présentés dans cet atelier proviennent d'une étude menée auprès de 1119 élèves des écoles secondaires de langue française au Nouveau-Brunswick. En nous inspirant du modèle du comportement langagier autodéterminé et conscientisé (CLAC) de Landry,

Allard, Deveau (2010), nous explorons le rôle du reflet identitaire sur l'usage des médias en français. Les résultats montrent que, malgré des taux d'exogamie plus élevés et une présence accrue d'anglophones dans certaines régions, la langue d'exposition aux médias pendant l'enfance n'est pas le meilleur prédicteur de la langue d'usage des médias chez les jeunes du secondaire et ne présente pas une relation linéaire avec la proportion de francophones sur le territoire. Les analyses révèlent que le reflet identitaire semble être le meilleur prédicteur des comportements langagiers médiatiques. Ainsi, le reflet identitaire contribue, avec d'autres variables, à renforcer l'effet global de l'autodétermination, cherchant à contrer un déterminisme social toujours fort et présent au sein des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire.

### **La Francophonie à l'écoute de sa jeunesse : innovation et mise en réseau**

Catherine Boucher (OIF)

L'intervention portera sur une brève présentation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de son rôle au service de ses 88 États et gouvernements membres. Elle abordera ensuite la mission des Représentations extérieures de l'OIF, en particulier celle basée à Québec, qui couvre les Amériques. L'accent sera mis sur les grandes orientations de l'action jeunesse de l'OIF, les réseaux qu'elle mobilise et les projets qu'elle accompagne. L'intervention soulignera enfin l'importance des consultations et du dialogue constant avec les jeunes, permettant à l'OIF de rester à l'écoute de leurs priorités et d'y répondre par des actions concrètes et structurantes.

### Atelier 11

Quels enjeux juridiques et linguistiques pour les Francophonies ?

(Responsable : Arnaud Scaillerez)

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 2025 de 14h15 à 15h30 au Pavillon des arts - 241

#### L'action extérieure des entités infra étatiques francophones à l'aune du droit diplomatique

Damien Bouvier (Université Savoie Mont Blanc, France)

L'action extérieure des sujets de droit international est régie par le droit diplomatique qui n'envisage, dans l'ordre juridique, que deux types d'acteurs : les États et les organisations internationales. S'appliquent ainsi un certain nombre de conventions internationales, parfois codifiant des coutumes internationales très anciennes, comme la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961. Mais la diplomatie traditionnelle a subi des mutations contemporaines. L'un des marqueurs de ces mutations est le développement d'une forme d'action, sur la scène internationale, d'entités infra étatiques qui n'ont pourtant pas la souveraineté internationale. C'est notamment le cas d'entités francophones, comme les provinces de Québec ou la Communauté Wallonie Bruxelles. Comment ce phénomène est-il appréhendé par le droit diplomatique dont les règles sont immuables depuis des siècles? Peut-on parler d'un particularisme francophone diplomatique? Quels sont les enjeux juridiques internes, dans les rapports entre ces entités et l'État dont elles font partie, de l'action extérieure qu'elles conduisent?

#### Les obligations relatives au prospectus et aux obligations d'information continue pour les émetteurs assujettis (les sociétés cotées en bourse) sous l'angle de la Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick

Jason Alcorn (Université de Moncton, Canada)

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières sont le conseil composé des autorités provinciales et territoriales en valeurs mobilières du Canada. Elles coordonnent et harmonisent la réglementation des marchés financiers du Canada. Le Canada est le seul pays industrialisé qui ne dispose pas d'une seule autorité de réglementation des marchés financiers. Cela peut s'expliquer par le fait que les tribunaux ont toujours statué que les provinces et territoires sont seuls compétents pour réglementer les marchés financiers au Canada. Étant donné que le gouvernement fédéral ne réglemente pas directement les marchés financiers, les autorités provinciales et territoriales sont libres de déterminer si la législation sur les langues officielles s'appliquera. Au Nouveau-Brunswick, la Commission des services financiers et des services aux consommateurs (« FCNB ») n'impose aucune obligation pour les émetteurs assujettis, soit les sociétés cotées en bourse, de fournir les documents de divulgation dans les deux langues officielles. Au Québec, l'Autorité des marchés financiers oblige les émetteurs assujettis à soit déposer ces documents de divulgation uniquement en français ou dans les deux langues officielles. Enfin, les onze autres autorités provinciales et territoriales n'imposent aucune obligation d'aucune sorte en termes d'exigences en matière de langues officielles. Avant de me joindre à la

Faculté de droit de l'Université de Moncton en 2021, j'ai travaillé pendant plus de quinze ans pour la FCNB. J'ai toujours trouvé curieux que les émetteurs assujettis ne soient pas obligés de déposer leurs déclarations dans les deux langues officielles au Nouveau-Brunswick. Cette asymétrie de l'information désavantage les investisseurs francophones de notre province car ces derniers ne sont pas en mesure de prendre connaissance de ces documents de divulgation afin de leur permettre de prendre une décision d'investissement éclairée concernant un placement dans une société cotée en bourse. L'argument conventionnel justifiant l'inapplicabilité de Loi sur les langues officielles du N.-B. : elle s'applique uniquement aux « institutions », soit les agences gouvernementales. En revanche, les droits linguistiques continuent d'évoluer.

Cet atelier sera pour moi l'occasion de présenter un aperçu de mes conclusions sur la question spécifique de savoir s'il y a des arguments juridiques à faire valoir que les sociétés cotées en bourse qui déclarent au N.-B. devraient être soumises aux exigences en matière de langues officielles au Nouveau-Brunswick ? Y a-t-il eu des évolutions en termes de jurisprudence qui laisseraient entendre que ces sociétés pourraient devoir se conformer à la Loi sur les langues officielles du N.-B. ? Ou pouvons-nous affirmer qu'elles sont exemptées de ces exigences ?

**Atelier 12 : HEP économie**

Donald Trump face aux défis mondiaux et perspectives économiques et géopolitiques pour le  
Nouveau-Brunswick

(Responsable : Didier Tatoutchoup)

Vendredi 2 mai 2025 de 10h30 à 12h au Carrefour international des études acadiennes –  
Bibliothèque Champlain

**Pierre-Marcel Desjardins** (Université de Moncton, Canada), **Didier Tatoutchoup** (Université de Moncton, Canada), **Roromme Chantal** (Université de Moncton, Canada), **Jean-François Thibault** (Université de Moncton, Canada)

Cette table ronde propose d'analyser les implications du retour de Donald Trump dans un contexte mondial marqué par une inflation persistante, des conflits internationaux (guerre en Ukraine, tensions au Proche-Orient) et des rivalités économiques croissantes avec la Chine. Face à ces défis, quelles stratégies économiques et diplomatiques l'ancien président pourrait-il adopter ? Son retour marquera-t-il une stabilisation économique et un apaisement des conflits, ou au contraire, une exacerbation des tensions ? Les discussions se concentreront également sur les répercussions potentielles pour le Nouveau-Brunswick. Comment la province pourrait-elle se positionner face aux évolutions économiques et géopolitiques issues des décisions prises aux États-Unis ?

## **Atelier 13 en partenariat avec la Chaire de recherche du Canada sur les minorités francophones canadiennes**

« Le pouvoir politique en Acadie »

(Responsable : Michelle Landry)

Vendredi 2 mai 2025 de 10h30 à 12h au Pavillon des arts - 206

### **Le pouvoir acadien ou l'histoire d'un pouvoir limité et morcelé**

Michelle Landry (Université de Moncton, Canada) et Rémi Léger (Université Simon Fraser, Canada)

Le pouvoir politique des minorités nationales ou des peuples sans État est tributaire de mesures politiques prises par les gouvernements ainsi que par les minorités elles-mêmes. Dans le cas acadien, ce pouvoir émane d'une diversité de lois, de politiques et de programmes mis en place par les gouvernements fédéral, provinciaux et, dans une moindre mesure, locaux. Le peuple acadien s'est aussi doté d'institutions et d'organismes en vue d'influencer les gouvernements. Le pouvoir politique acadien est ainsi multidimensionnel. Cette communication s'appuiera sur un document de réflexion réalisé par l'auteur et l'autrice commandé par un regroupement de parlementaires fédéraux acadiens pour enrichir la réflexion sur le pouvoir politique de l'Acadie en abordant ses lieux d'exercice, ses tendances et ses limites.

### **La défense et la promotion des intérêts du peuple acadien sur la scène fédérale : enjeux et opportunités à l'aube d'une éventuelle 45<sup>e</sup> législature**

Hon. René Cormier (Sénat du Canada)

Le sénateur René Cormier interviendra pour expliquer les défis des parlementaires d'assurer la défense et la promotion des intérêts du peuple acadien sur la scène fédérale et les motivations ayant conduit à la création d'un groupe d'amitié de parlementaires canadiens dédié à cet effet.

### **Du moment Robichaud au moment 68, ou la langue de la logique du *lobbying* à la logique de la justice sociale**

Joël Belliveau (Université de Moncton, Canada)

Des années 1950 aux années 1980, la communauté acadienne gagna une influence croissante dans la sphère politique néo-brunswickoise, alors même que l'État néo-brunswickois effectua des réformes socioéconomiques et culturelles inédites. En parallèle, on a aussi assisté à une réinvention de la société civile acadienne. Nous argumenterons que l'influence croissante de la communauté acadienne découlait d'une combinaison des efforts de deux générations de porte-paroles aux stratégies et pratiques radicalement différentes.

**Atelier 14 : Francophonie scientifique**  
 (Animation : Luc Léger (Université de Moncton, Canada))  
 Vendredi 2 mai 2025 de 10h30 à 12h au Pavillon des arts - 207

### **Expression francophone et dissémination des recherches géographiques dans les PECO. Repères évolutifs**

Nicolae Popa (Université de l'Ouest de Timisoara, Roumanie)

La communication propose une analyse contextuelle sur les changements qu'ont connus les revues de géographie scientifiques des pays de l'Europe centrale et orientale qui, aux cours des 50 dernières années, ont publié des contenus en français. L'approche repose principalement sur une analyse quantitative des revues et des articles publiés, mais les évolutions observées et les moments de bifurcation sont replacés dans des contextes plus larges, en mesure d'expliquer ces changements. Force est de constater que, sous la pression de la scientométrie anglo-saxonne et des mécanismes de promotion professionnelle basés sur cette scientométrie, les publications en langue française ont décliné jusqu'à disparaître. Cela a conduit à un appauvrissement du discours scientifique en géographie, d'autant plus que même les revues publiées dans les langues officielles de ces pays sont en voie de disparition.

### **État des lieux et vision sur la structuration d'une communauté scientifique francophone en management public : le regard d'un acteur**

Pierre-Charles Pupion (Université de Poitiers, France)

La recherche en management public dans l'espace francophone bénéficie d'une richesse intellectuelle remarquable, mais elle fait face à des défis importants. En tant que corédacteur en chef de la Revue Africaine de Management Public (RAMAP), ancien président de l'Association Internationale de Recherche en Management Public (AIRMAP) et créateur de la revue en ligne Gestion et Management Public, j'ai eu l'opportunité d'observer et de contribuer au développement des réseaux académiques francophones, notamment en renforçant les liens entre chercheurs de différentes régions. Ces échanges ont mis en lumière le potentiel et les difficultés de notre domaine. L'état des lieux de la recherche francophone en management public révèle une dynamique encourageante mais hétérogène. Des initiatives académiques solides existent, avec des institutions et des chercheurs qui produisent des contributions de grande qualité, que ce soit en France, en Belgique, au Canada ou encore en Afrique. Cependant, cette diversité s'accompagne d'inégalités : les moyens, les infrastructures et les opportunités de publication varient considérablement selon les pays et les modèles de gouvernance de la recherche diffèrent également. Malgré la richesse des travaux, leur visibilité internationale reste limitée, principalement en raison de la prédominance de l'anglais dans les échanges académiques mondiaux. Dans cette communication, je démontrerai l'écart conséquent entre les publications anglophones et francophones en management public en termes d'impact. Face à ces constats, ma vision pour structurer les réseaux de recherche et renforcer la recherche francophone en management public repose sur plusieurs axes. Tout d'abord, il est essentiel de développer des réseaux collaboratifs plus solides. La mise en place de partenariats transnationaux et

interdisciplinaires permettrait d'aborder des problématiques communes, comme la digitalisation de la gestion publique, la gouvernance environnementale ou encore la gestion de crise. Ensuite, la visibilité des travaux francophones doit être une priorité. Il est nécessaire d'encourager la publication dans des revues internationales, mais aussi de promouvoir la traduction des articles et ouvrages pour toucher un public plus large et l'organisation de conférences et de panels dans des événements académiques de premier plan, comme ceux de l'American Society for Public Administration (ASPA). Cela renforcerait l'impact de nos travaux tout en permettant un dialogue fructueux avec les chercheurs anglophones. Un autre enjeu clé est la formation et le soutien aux jeunes chercheurs. Les doctorants et les jeunes universitaires doivent avoir accès à des programmes dédiés, tels que des écoles d'été ou des séminaires spécialisés. Ces initiatives, combinées aux échanges académiques renforcés existants entre les pays francophones du nord et du sud, stimuleraient l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs. En effet, l'inclusion des pays du Sud constitue un impératif stratégique. Les spécificités et contributions des chercheurs issus de ces pays dans les réseaux académiques internationaux enrichissent considérablement la recherche en management public. À long terme, ces actions permettraient de faire du management public francophone un modèle de référence mondiale, capable de conjuguer excellence académique et pertinence sociétale. La Francophonie possède un potentiel unique pour proposer une recherche ancrée dans les réalités locales tout en s'inscrivant dans les grands débats internationaux.

## Atelier 15

Francophonie néo-brunswickoise

(Animation : Eric Forgues (ICRML, Canada))

Vendredi 2 mai 2025 de 10h30 à 12h au Pavillon des arts - 214

### La participation citoyenne dans la gouvernance des communautés francophones en situation minoritaire au Canada : le cas du Nouveau-Brunswick

Christine C. Paulin, Audrey Gagnon et Éric Forgues (Université de Moncton, Canada)

Il est déjà convenu que de nombreux organismes travaillent, voire existent, pour assurer le développement des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) situées à l'extérieur du Québec (Allain, 2004). L'augmentation de ce nombre d'organismes au cours des dernières années témoigne non seulement du dynamisme de ces CFSM, mais peut également complexifier l'organisation et la coordination de leurs activités à l'échelle des provinces. Étant majoritairement financés par le gouvernement canadien, ces organismes sont invités par celui-ci à se concerter sur une base régulière afin de définir ensemble une vision de leur développement et prendre diverses décisions collectives (Cardinal et coll. 2005). Dans ce contexte et dans une optique de co-construction (partage des savoirs), ils doivent appuyer leurs décisions sur des activités de consultations auxquelles sont invités à participer les citoyens et les citoyennes francophones. Notre équipe a mené une étude afin de mieux comprendre les mécanismes de participation citoyenne mis en place par les divers organismes œuvrant en contexte francophone minoritaire, afin de prendre des décisions collectives pour la communauté. Plus précisément, nous avons analysé les modèles de participation et d'engagement des citoyens dans ces prises de décision collective. Cet objectif de recherche rejoint une question que se pose notre partenaire, la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), qui représente les organismes porte-parole francophones dans les provinces et territoires hors Québec, ainsi que plusieurs autres organismes nationaux œuvrant dans divers secteurs : « Quelles sont les meilleures pratiques de mobilisation et d'inclusion des citoyens et des citoyennes dans la gouvernance communautaire francophone? ». La communication proposée se concentre sur la présentation des résultats d'un des cas à l'étude, soit celui du Nouveau-Brunswick, ayant comme particularité d'avoir dû mener l'exercice de mobilisation citoyenne en vue de développer le dernier plan de développement de sa communauté francophone sur Internet, en raison de la pandémie mondiale de la COVID-19.

### Qui compte ? Une manière plus inclusive de comptabiliser les utilisateurs de la langue de la minorité dans le recensement canadien

Robert Talbot (Commissariat aux langues officielles du Canada)

Qui compte-on comme locuteur d'une langue minoritaire ? Toute personne capable de la parler ? Seulement celles et ceux dont c'est la langue maternelle ? Qu'en est-il des autres formes d'usage d'une langue – à la maison, au travail, à l'école et ailleurs ? Est-ce seulement les francophones qui utilisent véritablement le français au Canada ? Qu'en est-il des anglophones et des allophones ? Ceux et celles qui disent qu'ils peuvent parler le français, utilisent-ils véritablement le français

dans une sphère importante de leur vie ? Dans cette communication, nous proposons une nouvelle méthode plus inclusive de calcul de l'utilisation de la langue qui met en lumière à la fois la vitalité et la vulnérabilité du français au Canada, et qui indique des possibilités de renforcer la vitalité de la langue. Le nombre de personnes qui utilisent le français, et la diversité de personnes qui l'utilisent et ce de différentes façons, peuvent surprendre. Il faut noter que l'intention ici n'est pas de remplacer d'autres moyen de déterminer les résultats de recensements, mais plutôt d'offrir un vecteur d'analyse et compréhension de plus.

### **Un avenir en commun : regard sur nos communautés de langue officielle en situation minoritaire**

Françoise Albert (Commissariat aux langues officielles du Canada)

Dans cette communication, nous proposons un survol du rapport Un avenir en commun : regard sur nos communautés de langue officielle en situation minoritaire publié par le commissaire aux langues officielles du Canada à l'automne 2024. Ce rapport jette un regard approfondi sur les réalités, les besoins et les réalisations des communautés de langue officielle en situation minoritaire du Canada. Le commissaire s'est intéressé plus spécifiquement aux secteurs les plus touchés par la version modernisée de la Loi sur les langues officielles et à d'autres facteurs dans l'environnement public, notamment le continuum d'apprentissage, les ententes intergouvernementales et l'immigration francophone. Les pistes de solution présentées dans le rapport s'adressent aux personnes qui ont le pouvoir de changer les choses, que ce soit sur le plan politique, institutionnel ou social.

### Atelier 16 : Table ronde (HEP économie)

« Cryptomonnaie : opportunités, défis et perspectives d'avenir »

(Responsable : Didier Tatoutchoup)

Vendredi 2 mai 2025 de 13h à 14h30 au Pavillon des arts – 206

**Octave Keutiben** (Université de Moncton, Canada), **Francis Didier Tatoutchoup** (Université de Moncton, Canada), **Oleksiy Sikalenko** (Université de Moncton, Canada)

La table ronde « Cryptomonnaie : opportunités, défis et perspectives d'avenir » du Printemps de l'École 2025 aborde les cryptomonnaies et leur impact économique, technologique et financier, un sujet d'actualité depuis l'ascension du bitcoin. Cette discussion vise à comprendre le fonctionnement des cryptomonnaies, leurs avantages et leurs limites, tout en explorant leurs implications pour les économies nationales, notamment dans les pays en développement. Un point central de cette table ronde sera de souligner les opportunités d'investissement offertes par la blockchain, en particulier dans les économies émergentes. Le lien avec la Francophonie est particulièrement pertinent ici, car de nombreux pays francophones, notamment en Afrique et dans les Caraïbes, se trouvent dans des situations économiques où les cryptomonnaies peuvent offrir des solutions financières innovantes. En effet, la blockchain pourrait transformer les systèmes bancaires traditionnels, en offrant une alternative aux infrastructures financières souvent déficientes dans ces régions. La table ronde mettra en lumière comment les cryptomonnaies peuvent stimuler l'inclusion financière, réduire les coûts des transactions internationales et permettre à des populations non bancarisées d'accéder à des services financiers. Par ailleurs, cette discussion ouvrira des perspectives pour les investisseurs des pays francophones, en identifiant des secteurs où les cryptomonnaies et la blockchain peuvent être particulièrement bénéfiques, notamment dans le financement de projets de développement durable et l'encouragement de l'entrepreneuriat numérique. En explorant ces enjeux, la table ronde contribuera à l'élargissement de la compréhension des cryptomonnaies dans les communautés francophones, tout en soulignant leur rôle dans l'intégration des économies francophones à l'économie numérique mondiale.

### **Atelier 17 en partenariat avec le CRLA**

Tu parles! Le français en Acadie dans tous ses états 2

(Responsable : Isabelle Violette)

Vendredi 2 mai 2025 de 13h à 14h30 au Pavillon des arts - 227

#### **L'étude du français acadien au service de la communauté : l'exemple d'un projet d'engagement partenarial**

Basile Roussel (Université de Moncton, Canada)

Dans cet exposé, il sera question de décrire la constitution d'un projet d'engagement partenarial mené conjointement avec le Village historique acadien, un site à vocation historique et touristique situé dans le nord-est du Nouveau-Brunswick. Nous présenterons la méthode adoptée pour définir notre objectif principal, qui vise à contribuer à l'élargissement des connaissances théoriques sur l'histoire et la structure linguistique du français de cette région. Seront également abordées les démarches entreprises par notre équipe pour mettre en place des stratégies de partage de connaissances et le développement de ressources de soutien spécifiquement conçues pour les employé.es de cet organisme.

#### **Dynamique lexicale et spécificités du français standard acadien**

Karine Gauvin (Université de Moncton, Canada)

Cette présentation propose une exploration approfondie des spécificités lexicales du français standard acadien, appuyée sur un corpus englobant une variété de textes écrits. À travers l'analyse d'innovations lexicales, l'étude met en lumière les dynamiques qui façonnent cette variété unique de la langue française. En comparant ces particularités aux usages en France et au Québec, elle interroge les processus d'évolution et de standardisation qui caractérisent le français acadien. Des études de cas illustreront ces mécanismes, offrant des perspectives nouvelles pour mieux comprendre les enjeux linguistiques propres à l'Acadie et sa place dans l'univers francophone.

#### **Étude linguistique du processus de rédaction universitaire en Acadie**

Éric Trudel (Université de Moncton, Canada)

L'écriture universitaire étant une pratique située dans un contexte donné (institutionnel, géographique, culturel, linguistique, etc.) (Delcambre et Donahue, 2012), qu'en est-il du processus de textualisation des étudiant-es du 1er cycle évoluant en milieu francophone minoritaire, notamment celui de l'Acadie ? C'est à cette question que notre projet de recherche cherche à répondre. Dans la présente intervention, nous ferons état de notre démarche destinée à mener l'étude linguistique de la textualisation, depuis son amorce jusqu'à sa version finalisée (Cislaru et Olive, 2018), au sein d'un corpus d'écrits produits par un échantillon d'étudiant-es de l'Université de Moncton.

## On en parle encore : la qualité de la langue à l'Université de Moncton

Dominique Boucher et Laurence Arrighi (Université de Moncton, Canada)

À l'hiver 2013, un membre du corps professoral de l'Université de Moncton prend publiquement position pour "sonner l'alarme sur la qualité du français à l'U de M" (tel qu'on peut le lire en couverture de l'édition du 5 février 2013 du quotidien L'Acadie nouvelle). Cette première prise de position entraîne une série de réactions dans les médias : 32 articles en un peu plus de cinq mois. Nous proposons une analyse critique et argumentative de ce corpus afin de mettre au jour ses principales stratégies rhétoriques et ses fondements idéologiques.

**Atelier 18 : table ronde en partenariat avec le Conseil des Ministres sur la francophonie canadienne**

« Impact de la francophonie économique au Canada »

(Responsable : Magdalena Martinez)

Vendredi 2 mai 2025 de 15h à 16h30 au Carrefour international des études acadiennes –  
Bibliothèque Champlain

Animateur : **Kenneth Deveau** (Université Sainte-Anne, Canada)

**Bertrand Cahuet** (Consul général de France à Moncton), **Pierre-Marcel Desjardins** (Université de Moncton, Canada), **Wadid Lamine** (Université d'Ottawa, Canada), **Sylvie Painchaud** (Conseil des ministres sur la francophonie canadienne)

Cette table ronde est proposée par le Conseil des ministres sur la francophonie canadienne (CMFC), un forum de collaboration intergouvernementale dédié à l'échange de bonnes pratiques pour le développement des services gouvernementaux en français et la promotion de la francophonie canadienne. Le CMFC s'engage activement sur les enjeux de la francophonie économique, soutenant des initiatives spécifiques et participant à divers événements économiques tant nationaux qu'internationaux. À l'occasion de son 30<sup>e</sup> anniversaire, en août 2024, les ministres ont organisé l'Agora du CMFC, afin de rassembler les perspectives et de proposer des réponses novatrices aux enjeux économiques de la francophonie canadienne. Ce qu'on propose pour cette activité c'est de faire bénéficier les participants du Printemps de l'École aux travaux du CMFC en cours en lien avec la francophonie économique.

### **Atelier 19 : HEP (Science politique et administration publique)**

Le gouvernement Holt tient-il ses promesses électorales? Un bilan des six premiers mois  
(Responsable : Gabriel Arsenault)

Vendredi 2 mai 2025 de 13h à 14h30 au Pavillon des arts – 241

#### **Le gouvernement Holt tient-il ses promesses électorales? Un regard sur les promesses en politiques sociales et en éducation.**

Anne Lachance (Université de Moncton, Canada)

Cette communication se penche sur les promesses du gouvernement de Susan Holt en ce qui a trait aux politiques sociales et éducatives. Elle propose d'évaluer si les propositions ambitieuses du parti libéral, qui avait un plan détaillé pour aider les néo-brunswickois et les néo-brunswickoises à faire face à l'augmentation du coût de la vie, ont été tenues ou non. Elle se penchera également sur les raisons pour lesquelles certaines promesses ont été abandonnées ou retardées, et sur les conséquences des choix de Susan Holt pour les habitants du Nouveau-Brunswick en général et pour les acadiens et acadiennes en particulier. Plus précisément, les promesses qui seront analysées dans le secteur des politiques sociales portent sur la construction de logements abordables, le plafonnement des loyers, l'abolition de taxes sur l'essence et l'électricité et l'augmentation de l'aide sociale. Dans le secteur de l'éducation, les promesses sur lesquelles la communication portera sont l'instauration du programme d'alimentation scolaire et le recrutement de personnel dans les écoles, ainsi que sur l'augmentation du salaire des éducateurs et des éducatrices en garderie.

#### **Une réforme en suspens : comment le gouvernement Holt reformera-t-il le financement de la gouvernance locale ? »**

Mathieu Wade et Christine C. Paulin (Université de Moncton, Canada)

En 2021, le gouvernement Higgs entamait la plus importante réforme de la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick depuis les années 1960. La réforme contenait 4 piliers principaux : 1) la structure de la gouvernance locale, 2) la collaboration régionale, 3) l'aménagement du territoire et 4) le financement du système de gouvernance locale. Les 3 premiers piliers ont été largement menés à bien. La structure de la gouvernance locale a été revue, le nombre d'entités passant de 349 à 89. Le rôle des commissions de service régionaux a été redéfini et des règles plus uniformes ont été mises en place en matière d'aménagement du territoire. Cependant, le financement du système de gouvernance locale a en partie été laissé en suspens. Certaines actions ont été menées : la formule de péréquation a été revue, une certaine flexibilité a été offerte aux municipalités quant aux taux d'impôt non-résidentiel, et la subvention de base octroyée au gouvernements locaux est progressivement transférée aux commissions de services régionaux. Cependant plusieurs entités locales se retrouvent dans une situation précaire et demandent une refonte de la structure de financement. Un sommet sur le financement de la gouvernance locale prévu à l'automne 2023 où ces questions auraient été discutées a été annulé à la dernière minute et depuis, aucune action n'a été prise. Dans son premier discours du trône, le gouvernement Holt a promis qu'il collaborerait « avec les municipalités afin de mettre en place une réforme fiscale

exhaustive et équitable ». Quel est l'état des municipalités 3 ans après la mise en œuvre de la réforme, et quelle est la vision du gouvernement en matière de financement de la gouvernance locale ?

### **Le gouvernement Holt et la santé : un « vrai » virage vers les soins communautaires?**

Stéphanie Collin (Université de Moncton, Canada)

Le gouvernement Holt a présenté à la population du Nouveau-Brunswick des promesses séduisantes dans sa plateforme de 2024. Parmi celles-ci, il est question de reconnaître la valeur des professionnels de la santé en « prenant soin de ceux qui prennent soin de nous », d'investir dans les soins à domicile et de longue durée et d'améliorer l'accès aux services de santé primaires. Une promesse phare de ce gouvernement est d'ailleurs d'établir et soutenir 30 cliniques de soins communautaires, chacune composée d'une variété de professionnels de la santé. Est-ce que cette promesse pourra être réalisée en quatre ans? L'arrivée de telles cliniques permettra-t-elle un virage vers des soins communautaires? Dans le cadre de cette séance, en nous appuyant sur des données de recherche, nous offrirons un 1) état des lieux des services de santé primaires au Nouveau-Brunswick depuis l'arrivée du gouvernement Holt et 2) partagerons quelques pistes de réflexion sur le nécessaire changement de cap des hôpitaux vers les soins communautaires.

### **Le gouvernement tient-il ses promesses?**

Gabriel Arsenault et Roger Ouellette (Université de Moncton, Canada)

Durant la campagne électorale de l'automne 2024, le Parti libéral de Susan Holt a présenté 100 promesses. Selon notre méthodologie, le Parti a fait 78 promesses distinctes pour leur premier mandat. Notre présentation tentera de répondre aux principales questions suivantes. Après six mois, quel pourcentage de ces promesses ont-été tenues? À titre comparatif, après six mois, quel pourcentage des promesses les gouvernements Higgs (2020-2024), Couillard (2014-2018), Legault (2018-2022), et Ford (2018-2022) avaient-ils tenu? Le bilan provisoire du respect des promesses suggère-t-il que le gouvernement Holt priorise certains domaines des politiques publiques en particulier? Peut-on d'emblée expliquer la non-tenue de certains engagements électoraux clés? Comment peut-on comparer ces explications à celles mobilisées pour rendre compte du bilan de Higgs (2018-2020) dans un chapitre de livre à paraître (Arsenault, Paulin et Collin, à paraître)? L'expérience du gouvernement Holt va-t-il dans le sens des conclusions de la littérature en politique comparée sur les engagements électoraux (par ex. Naurin, Royed et Thomson, 2019; Costello, 2024)

## Atelier 20

Francophonie et francophonies en comparaison

(Animation : Christophe Traisnel)

Vendredi 2 mai 2025 de 15h à 16h30 au Pavillon des arts - 207

### La langue française et ses facteurs d'attractivité : confluence et diversité

Trang Phan-Labays (2IF, Université Jean Moulin Lyon 3, France)

La langue française bénéficie encore des privilèges laissés par son aura historique, héritage du Royaume de France et de l'Empire colonial français. D'une langue imposée dans les anciennes colonies françaises, elle a été choisie par plusieurs jeunes nations africaines à leur indépendance comme langue administrative et d'enseignement. Ailleurs, elle reste une des premières langues étrangères enseignées à l'école comme à l'université. Un grand tournant de son évolution mondiale est la naissance de La Francophonie politique avec l'organisation du premier Sommet francophone à Versailles en 1986. Dorénavant, elle est aussi reconnue comme langue de solidarité et d'influence. Cette politisation francophone interpelle d'autant plus qu'elle n'est plus l'exclusivité de la France. Elle est la langue première de plus en plus de populations hors hexagonales. A l'heure actuelle, elle connaît une diversité sans précédent de ses statuts tout comme de son usage. Il est rare qu'elle reste l'unique langue d'usage et officielle comme c'est le cas en France. En Afrique et Océanie, le plus grand foyer de la francophonie, le français est souvent utilisé comme langue seconde à côté d'autres langues locales. Au niveau politique, la Francophonie accueille de plus en plus de pays où la langue française est simplement une des langues étrangères. C'est une réalité pour le moins paradoxale car le socle de la Francophonie politique est le partage d'une langue commune, la langue française, point de convergence. Se pose donc la question sur les tenants de son attractivité (modèle gravitationnel de Calvet, 1999) et la diversité des situations s'y afférant. Pour y répondre, nous tâcherons dans notre communication à aborder, dans la première partie, les principaux paramètres du poids de la langue française dans le monde. Puis, nous explorerons, dans la deuxième partie, les vecteurs d'attractivité de la langue française ainsi que leurs enjeux et défis dans la mondialisation linguistique actuelle.

### La Francophonie, un acteur d'influence? Perspective française et wallonne

Benjamin Boutin (2IF, Université Jean Moulin Lyon 3, France)

La Francophonie est souvent présentée comme un acteur d'influence sur la scène internationale. Dans le Cadre stratégique de la Francophonie adopté au Sommet de Djerba (Tunisie) en 2022, la première ambition de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est de renforcer l'influence des francophones dans le monde, à travers divers outils et politiques. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et les opérateurs de la Charte de la Francophonie aspirent également à exercer une influence dans les sphères parlementaires, scientifiques, universitaires ou encore médiatiques. Afin de renforcer son influence dans les organisations internationales, la Francophonie s'est dotée de groupes d'Ambassadeurs francophones. Ceux-ci ont pour mission de favoriser l'émergence de positions communes entre pays francophones pour

peser davantage sur l'élaboration des politiques et des normes internationales, ainsi que de veiller à l'usage du français dans ces enceintes décisionnelles. Est-ce suffisant? La Francophonie exerce-t-elle réellement une influence? À l'heure du retour en force des logiques de puissance, l'influence de la Francophonie est-elle menacée? Pour son principal contributeur financier, la France, quels sont les gains attendus de la coopération multilatérale francophone? Les coupures budgétaires que connaît le pays peuvent-elles affecter le budget de l'OIF, de l'APF, des opérateurs? Pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, entité non-souveraine très attachée à la langue française, que représente l'investissement dans la Francophonie? Rappelons que sa contribution est la plus importante des gouvernements participants, rapportée au nombre de ses habitants. Quels intérêts défend-elle à travers la Francophonie? Constitue-t-elle, pour les francophones de Belgique, un levier d'influence? Alors que la langue française recule dans les institutions européennes et que la plupart des programmes de la Francophonie sont orientés vers les pays du « Sud » dans une optique de solidarité, Français et Wallons peuvent-ils s'appuyer sur la Francophonie pour regagner de l'influence en Europe? Doivent-ils imaginer d'autres leviers, réseaux et enceintes de coopération à l'échelle régionale pour soutenir une Francophonie européenne influente, en lien avec les autres aires francophones régionales, notamment africaines et nord-américaines? Cette communication explorera donc les leviers existants, dans une perspective de diplomatie d'influence multilatérale où les intérêts des acteurs en présence - notamment des contributeurs financiers - sont assurément à prendre en compte.

### **La régulation du lobbying et des conflits d'intérêts dans les banques centrales : une analyse comparative franco-européenne et canadienne**

Adriano Do Vale (Université de Poitiers, France)

La littérature économique tend à poser la question de l'indépendance des banques centrales en se focalisant sur les autorités politiques et en négligeant l'indépendance par rapport au secteur privé et aux groupes d'intérêt (do Vale, 2021, 2022). Depuis la crise financière de 2007-2008, les mandats des banques centrales ont été élargis et elles se sont notamment de plus en plus engagées dans la supervision bancaire. Cette évolution rend encore plus importante l'indépendance à l'égard du secteur privé, en particulier du secteur bancaire et financier, sachant les risques accrus de capture de la banque centrale par les entités supervisées. Une littérature en plein essor se penche sur la composition des conseils de gouverneurs des banques centrales et sur le phénomène des portes tournantes entre le public et le privé. S'inscrivant dans le sillage de cette littérature, do Vale et al. (2024) étudient les risques de capture des banquiers centraux européens par le biais d'une analyse novatrice de leurs agendas. Dans un souci de transparence, ces agendas mensuels sont rendus publics après un délai de trois mois par la Banque Centrale Européenne (BCE) depuis 2015. Cette étude repose sur une grande base de données : 17805 entrées/activités extraites des agendas de tous les membres des organes responsables de la politique monétaire et de la supervision bancaire de la BCE depuis Novembre 2015 jusqu'à Octobre 2023. L'analyse des agendas permet l'étude statistique des activités des banquiers centraux, notamment de leurs rendez-vous. Afin de déceler d'éventuels captures ou biais, on s'intéresse particulièrement à la répartition des rendez-vous : entre les acteurs du privé et du monde politique, par groupe d'intérêt/type d'acteur, par secteur, par agent, par nationalité. En complément à do Vale et al. (2024), do Vale et Houillon (2024) analysent le cadre juridique de

l'Union Européenne en matière de transparence, de régulation du lobbying et des conflits d'intérêts et la contrepartie pour ce qui est de l'Eurosystème auquel appartiennent la BCE mais aussi les banques centrales nationales des pays francophones de la zone euro, à savoir la France, la Belgique et le Luxembourg. Dans la suite de ces recherches et de leur dimension francophone, cette proposition de communication envisage une analyse comparative des cas « franco-européen » et canadien en matière de régulation du lobbying et des conflits d'intérêts dans les banques centrales. Dans un premier temps, nous étendrons notre analyse juridique et institutionnelle au cas canadien. Dans un second temps, nous ferons une analyse comparative afin de déceler les potentielles continuités francophones mais aussi d'identifier les différences juridiques, institutionnelles et de gouvernance. Cette étude est un préalable à l'étude des agendas des banquiers centraux canadiens que nous envisageons en partenariat avec des collègues canadiens mais qui, faute de disponibilisation des données par la Banque du Canada, devra d'abord passer par une demande d'accès à l'information.

### **Atelier 21 en partenariat avec le CRLA**

Tu parles! Le français en Acadie dans tous ses états 3

(Responsable : Isabelle Violette)

Vendredi 2 mai 2025 de 15h à 16h30 au Pavillon des arts - 227

#### **Francophone et Wolastoq: perspectives universitaires et communautaires sur la revitalisation du wolastoqey**

Mélanie LeBlanc (Université de Moncton, Canada)

Deux communautés wolastoq sur huit ont le français comme langue d'usage principale. Dans ces communautés francophones, il ne reste aucun locuteur du wolastoqey. Pour appuyer leurs efforts de revitalisation linguistique et culturelle, nous avons mis sur pied une équipe de recherche-action : Sqotesol. À travers l'expérience de Sqotesol et des projets en cours, nous voulons réfléchir ici aux incohérences entre la recherche universitaire et les besoins des communautés, et aux défis particuliers des Wolastoqiyik francophones dans la réappropriation de leur langue ancestrale.

#### **Les services de traduction et d'interprétation pour les allophones en Acadie**

Anne Beinchet (Université de Moncton, Canada)

L'intégration des personnes immigrantes passe par la langue. Pour cette raison, il importe de comprendre quels sont les services de traduction et d'interprétation disponibles pour les personnes allophones dans les différentes régions de la province. Les résultats d'une recherche menée auprès d'agences d'établissement néobrunswickoises nous éclaireront sur la réalité de l'accès à l'information pour les allophones au sein de communautés majoritairement francophones.

#### **Choix de la langue de scolarisation effectué par des parents francophones européens dans la région du Grand Moncton**

Miary Raininoro (Université de Moncton, Canada)

Des entretiens menés auprès de vingt parents francophones venus d'Europe dans la région du Grand Moncton ont montré que les projets migratoires peuvent s'articuler autour de diverses considérations sociolinguistiques. Ma communication consistera à développer comment les représentations linguistiques influencent leur choix de la langue de scolarisation pour l'éducation de leurs enfants.

## Ça sonnait plus funny chez nous ça ! » Regard sociolinguistique sur le rire en Acadie

Tommy Berger (Université de Moncton, Canada)

Cette présentation portera sur un terrain effectué pendant une année dans les spectacles d'humour en français (n=11) en Acadie. Quels usages fait-on des différentes variétés de langue dans l'humour de scène et quel espace cet art occupe-t-il dans le milieu artistique acadien? Il sera aussi question d'explorer la façon dont on peut observer le rire d'un point de vue sociolinguistique et la démarche de ces artistes pour l'obtenir.

## Atelier 22

Francophonies africaines

(Animation Hesam Esfahani, Université de Moncton, Canada)

Vendredi 2 mai 2025 de 15h à 16h30 au Carrefour international des études acadiennes –  
Bibliothèque Champlain

### Défis actuels de la francophonie en Afrique

Abdoul-Aziz Yaouba (Université de Yaoundé 2, Cameroun)

Il est de notoriété que les leaders africains ont été à l'origine du projet institutionnel francophone ; cependant, celui-ci peine toujours à obtenir l'adhésion populaire en dépit d'un usage toujours prépondérant du français dans les anciennes colonies françaises d'Afrique. A partir d'une approche sociohistorique, la présente communication entend questionner les défis actuels pour lesquels des réponses urgentes mériteraient d'être prises afin que la Francophonie puisse répondre aux aspirations nouvelles des francophones d'Afrique et s'inscrire comme projet africain de développement. Mots clés : Francophonie, Afrique, développement.

### Territoires oubliés : La Francophonie et les inégalités entre centres urbains et périphéries rurales

Théodore Ambassa Akoa (Université de Lille, France)

La Francophonie institutionnelle, en tant qu'espace de coopération internationale et de solidarité culturelle et gouvernementale, se positionne comme un moteur de développement durable et de réduction des inégalités. Toutefois, l'analyse sociopolitique de cet espace révèle que ses mécanismes de gouvernance et de financement perpétuent des inégalités territoriales marquées, au détriment des zones rurales et au profit des grandes métropoles. Cette communication explore les dynamiques multiscalaires et multisectorielles qui sous-tendent la marginalisation des territoires périphériques, en s'appuyant sur le cas du Cameroun. À travers des institutions telles que les CVUC (association des Communes et Villes Unies du Cameroun) et l'AIMF (Association Internationale des Maires Francophones), elle analyse comment les élites urbaines reproduisent leur domination dans les processus décisionnels. Cette situation contribue à une « hiérarchie du pouvoir ». La contribution met également en lumière le rôle de la Francophonie dans la reproduction des inégalités territoriales, notamment à travers la concentration des financements et des projets dans les communes urbaines. Cette analyse s'appuie sur une recherche documentaire et des entretiens avec des acteurs locaux, menés durant notre thèse de doctorat. Elle invite à repenser les mécanismes de coopération décentralisée et à intégrer davantage les besoins des communes rurales pour construire une Francophonie véritablement inclusive et équitable. En répondant aux axes « Francophonies locales » et « Francophonies multiscalaires », cette intervention propose une réflexion critique sur la capacité de la Francophonie à réduire les fractures territoriales et à promouvoir une solidarité géopolitique rééquilibrée.

## Senghor et la francophonie : un humanisme intégral souvent compris, parfois dévoyé

Ndiaga Loum (Université du Québec en Outaouais, Canada)

La pensée humaniste de Senghor est complexe. Sa perception et sa définition de la Francophonie le sont autant. C'est cette complexité qui, à quelques égards a pu susciter des contradictions voire parfois des controverses qu'il s'agit ici d'analyser. Si dans la pensée « senghorienne » la francophonie renvoie à un dénominateur commun, la langue française qui « embaume suavement comme un parfum » (Senghor), celle-ci est plus complexe qu'elle n'y paraît. Mais, une complexité qui connote plus la richesse, la diversité, dans son essence et son esprit, qu'elle renverrait à la revendication vaine et inopportune d'une identité exclusive qui pourrait être meurtrière (Amin Maalouf). Léopold Sédar Senghor la définissait ainsi : « [...] Le mot de « francophonie » avec ou sans f majuscule peut signifier : 1.l'ensemble des États, des pays et des régions qui emploient le français comme langue nationale, comme langue officielle, comme langue de communication internationale ou simplement comme langue de travail ; 2.l'ensemble des personnes qui emploient le français dans les fonctions que voilà ; 3.la communauté d'esprit qui résulte de ces différents emplois ». « La communauté d'esprit » est ici l'expression marquante, elle irrigue le reste : la langue comme ouverture, la solidarité ou le partage comme valeur, la diversité culturelle comme moyen, la civilisation de l'universel comme but ou idéal. La civilisation de l'universel comme idéal empruntée à Teilhard de Chardin légitime le fait que la Francophonie puisse être considérée comme « une communauté spirituelle, une noosphère autour de la terre » (Senghor) qui s'appuie sur la raison discursive, le sens élevé du dialogue et de la pensée équilibrée, bref, cet « esprit cartésien » au cœur de la langue française. Cet esprit guide également la formulation devenue célèbre de la « dyptique » senghorienne : « enracinement et ouverture ». Le souci ici est le risque de l'assimilation ou de l'uniformisation et la nécessité de préserver les identités plurielles et de valoriser la diversité culturelle. Notre contribution s'évertuera dans un premier temps à situer les éléments essentiels de la perception de la francophonie chez Senghor, le sens de son humanisme intégral (1.) et ensuite essayer de comprendre les contradictions et oppositions que ses réflexions ou propos ont pu susciter (2) et enfin derrière les controverses, tenter de saisir le message subliminal laissé à la postérité qui discute encore avec passion de son œuvre léguée à une communauté affective (la francophonie) et à une autre élargie (l'humanité)

### Atelier 23

Francophonies éparses

(Animation : Jean-Philippe Sapinski, HEP, Université de Moncton, Canada)

Vendredi 2 mai 2025 de 15h à 16h30 au Pavillon des arts - 241

#### Francophonie et enjeux socio-économiques dans la Roumanie socialiste et postsocialiste. Sur les rapports entre politique, langues étrangères et développement

Nicolae Popa (Université de l'Ouest de Timisoara, Roumanie)

L'apprentissage et la maîtrise des langues étrangères sont depuis longtemps vues comme un levier professionnel et social. La Roumanie a une longue tradition francophone, qui date au moins du début du 19e siècle. Pendant la première moitié du 20e siècle, une large partie des élites nationales roumaines se sont formées dans la culture française, surtout à Paris. Le rangement de la Roumanie dans le camp dominé après la 2e guerre mondiale par l'URSS a changé la donne. Avec l'installation de l'Armée rouge, qui apporta le régime communiste, la langue russe fût imposée comme première, presque unique langue étrangère enseignée dans les écoles de Roumanie. A partir du milieu des années 60, le Parti communiste roumain prend ses distances de Moscou et les autres langues de circulation internationale, notamment la langue française, sont réintroduites dans l'enseignement général, au détriment du russe. Cette situation se conserve jusque vers la fin des années 80, où l'on observe le début du déclin du français face à l'anglais. Une tendance qui allait se poursuivre jusqu'à présent, quand le français, enseignée d'habitude en 2e langue étrangère après l'anglais, doit faire face à la compétition avec l'allemand, l'espagnol, l'italien et même le chinois ! L'article propose une analyse des articulations les plus saillantes entre conjonctures géopolitiques, intérêts économiques et processus spontanés qui au fil du temps ont modifié la pratique des langues étrangères en Roumanie. L'accent est mis sur les périodes socialiste et postsocialiste et sur les fluctuations de l'usage de la langue française comme vecteur d'enrichissement culturel et de développement socioéconomique en Roumanie.

#### Influence dans le monde, et notamment en Europe centrale, du droit public français et la théorie étatique sous-jacente

Peter Kruzslicz (Université de Szeged, Hongrie)

La communication vise à résumer l'influence dans le monde, et notamment en Europe centrale, du droit public français et la théorie étatique sous-jacente. Véhiculé par la langue française, dominante dans les milieux intellectuels tout au cours du long 19ème siècle ces idées étaient sources d'inspiration et ont eu une influence remarquable sur le développement des concepts en théorie mais aussi sur les institutions dans la pratique dans les États de l'Europe centrale caractérisées par la transposition des modèles occidentaux.